



Intervention du RTES : ESS et politique de la ville

Club Collectivité'ESS de la CRESS Hauts-de-France

07/09/2023

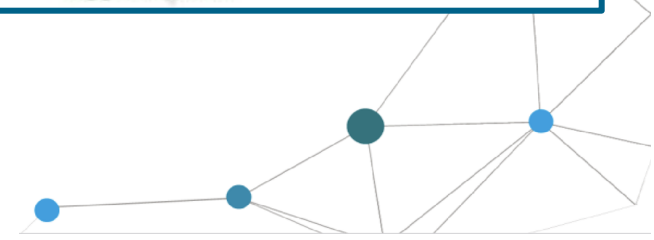
Anne-Laure Federici
Déléguée générale
du RTES

Le RTES, un réseau national de 180 collectivités de tout échelon

focus sur les adhérents en Hauts-de-France

Autour d'une conviction :

L'ESS est une économie en capacité d'apporter des réponses aux besoins économiques, sociaux et environnementaux de nos territoires.



Les missions du RTES

1 FAIRE CONNAÎTRE

Le RTES rend visible les politiques et actions de ses adhérents auprès d'autres collectivités, des réseaux partenaires, des institutions nationales et européennes, de la presse...

2 ECHANGER

Le RTES organise des journées d'échanges pour permettre aux élus et techniciens de partager leurs expériences, réfléchir à l'intégration de l'ESS dans les politiques publiques et à l'articulation entre les différents niveaux de collectivités.

3 CONTRIBUER

En capitalisant les actions et politiques de ses adhérents, le RTES porte leur voix auprès des institutions nationales, européennes et internationales.

4 S'INFORMER

Le RTES publie une newsletter mensuelle, une lettre papier trimestrielle et des ouvrages thématiques sur les collectivités et l'ESS.

5 S'ACCOMPAGNER

Le RTES organise régulièrement des conférences en ligne pour permettre aux élus et techniciens de s'accompagner mutuellement dans la mise en oeuvre de leurs politiques d'ESS.

A decorative horizontal line with a wavy, undulating pattern, starting from the left edge and ending at the right edge. It features two black circular dots, one on the left and one on the right, which serve as anchors for the central text.

L'économie sociale et solidaire

Quelques chiffres

Pour rappel, l'ESS en France c'est:

2,6
millions
de salariés



155 000
entreprises
employeuses sur
tous les territoires

PARMI LES DIFFÉRENTES FAMILLES JURIDIQUES, **LES ASSOCIATIONS AU PREMIER PLAN DU RATTRAPAGE DE L'EMPLOI DANS L'ESS SUR L'ANNÉE 2021**

ASSOCIATIONS



+ 3,6%
d'emplois
soit 60 984 postes
en plus entre le 4^e
trimestre 2020 et 2021



+ 3,5%
d'établissements
soit 5 152
établissements
en plus

COOPÉRATIVES

+1,4 %
d'emplois
soit 2 243 postes
supplémentaires



MUTUELLES
+ 0,3 %
d'emplois
soit 335 postes
supplémentaires



FONDACTIONS
+ 2,4 %
d'emplois
soit 2 603 postes
supplémentaires

Source : Observatoire national de l'ESS - ESS France, d'après INSEE Flores 2018

Une réalité ancrée dans les territoires...

L'ESS SELON LES TYPES DE TERRITOIRES ⁽²⁾

PART DE L'ESS DANS L'EMPLOI PUBLIC ET PRIVÉ



ZONES RURALES

13,8%



ZONES PÉRIURBAINES

11,4%



ZONES URBAINES

10,2%

Source : Observatoire national de l'ESS - ESS France, d'après INSEE Flores 2018

Mais souvent difficile à appréhender

- Une diversité d'acteurs
- Une diversité de secteurs d'activité
- Des acteurs qui ne se reconnaissent pas forcément sous l'appellation économie sociale et solidaire



La loi du 31 juillet 2014 dite « Loi Hamon »



Article 1 de la loi Hamon

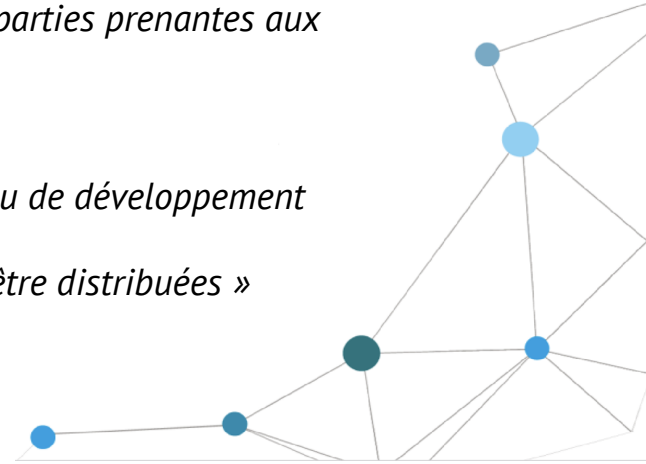
« L'économie sociale et solidaire est **un mode d'entreprendre et de développement économique** adapté à tous les domaines de l'activité humaine auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent les conditions **cumulatives** suivantes :

1° **Un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices**

2° Une **gouvernance démocratique**, définie et organisée par les statuts, prévoyant l'information et la participation, dont l'expression n'est pas seulement liée à leur apport en capital ou au montant de leur contribution financière, des associés, des salariés et des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise

3° Une gestion conforme aux principes suivants :

- a) Les bénéfices sont majoritairement consacrés à l'objectif de maintien ou de développement de l'activité de l'entreprise ;
- b) Les réserves obligatoires constituées, impartageables, ne peuvent pas être distribuées »

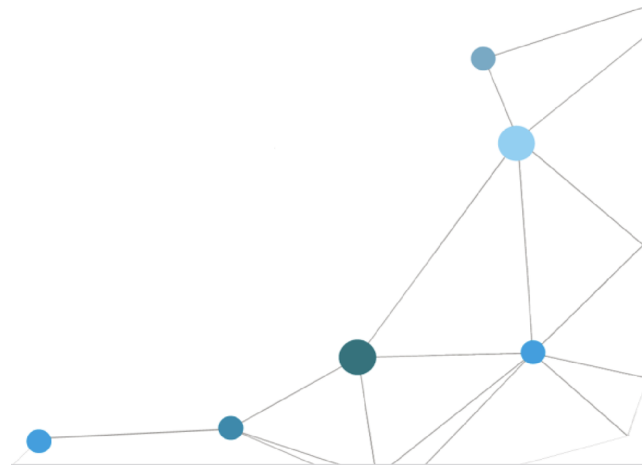


4 familles + 1

« L'économie sociale et solidaire est composée des activités de production, de transformation, de distribution, d'échange et de consommation de biens ou de services mises en œuvre :

1° Par les personnes morales de droit privé constituées sous la forme **de coopératives, de mutuelles(.), de fondations ou d'associations** régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ...

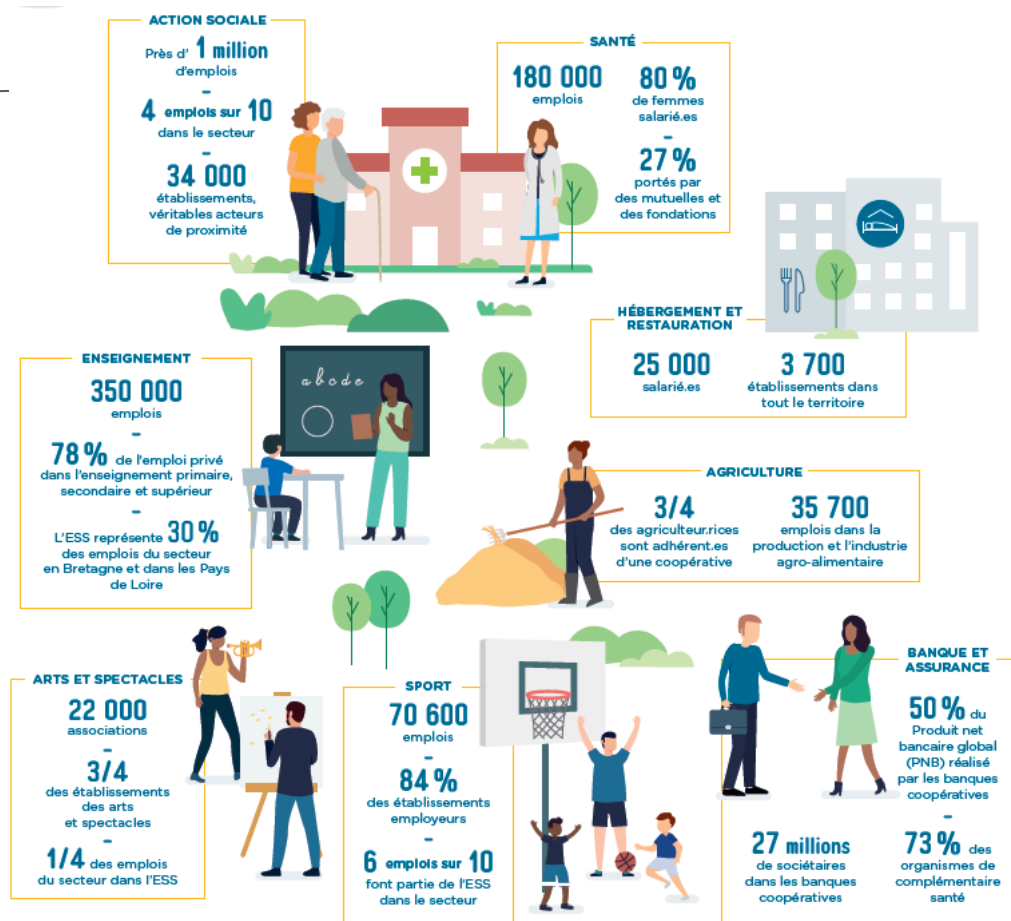
2° Par **les sociétés commerciales** », avec des conditions spécifiques



L'ESS n'est pas un secteur d'activité

« L'économie sociale et solidaire est un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine »

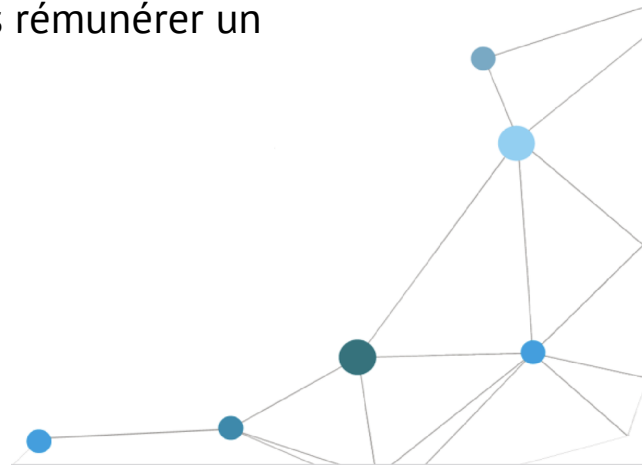
- Il n'y a pas de secteurs réservés, même si l'ESS est plus présente dans certains (santé, social, sport, culture, loisirs...)
- Il n'y a pas a contrario de secteurs interdits.

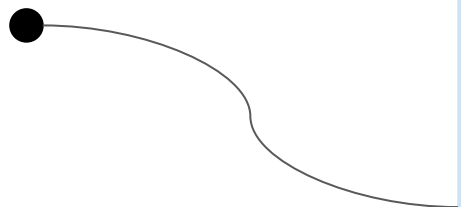
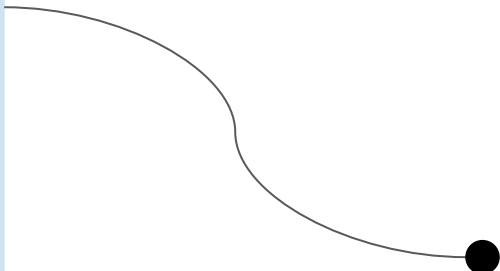


Sources des données : (1) Observatoire national de l'ESS, d'après Insee Clap 2015 • Coop Fr, Panorama des coopératives • APRC | (2) Observatoire national de l'ESS, d'après Insee Clap 2015 • ADEME • Réseau national des ressourceries

Par exemple, un EPHAD peut être géré :

- Par le secteur public : CCAS, hôpital.
- Par le secteur privé lucratif qui en fait une source de profit : Korian.
- Par le secteur privé non-lucratif qui rend un service sans rémunérer un capital : associations, mutuelles.





**La place de l'ESS dans les
quartiers prioritaires de la
politique de la ville**

ESS et QPV : rapide retour sur les liens historiques

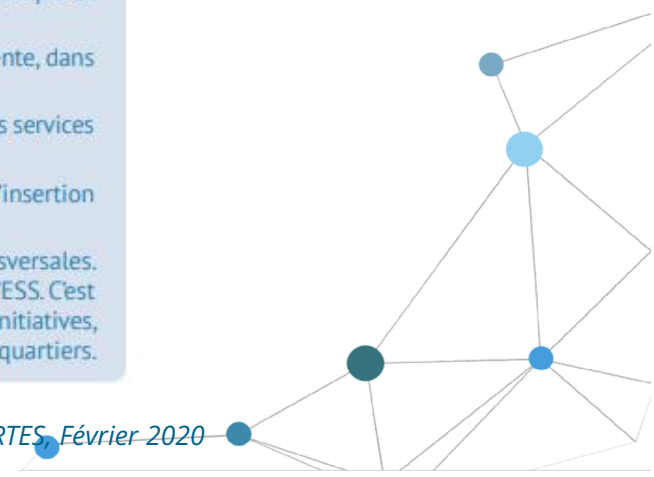


La place de l'ESS et les différentes vagues de création de structures de l'ESS en quartiers politique de la ville

A partir d'une étude pilotée par **Danièle Demoustier** pour Alpes Solidaires sur l'agglomération grenobloise, on peut distinguer schématiquement plusieurs périodes historiques d'implantation d'acteurs de l'ESS en QPV :

- Dans les années 50 et 60 s'implantent des structures d'action sociale et d'équipements socio-éducatifs, qui aujourd'hui forment un socle historique et institutionnalisé très important ;
- Dans les années 70 s'implantent des acteurs de nature très différente, dans une dynamique davantage transversale ;
- Les années 80 voient la naissance des Régies de quartier et l'essor des services de proximité par et pour les habitants ;
- Les années 90 sont marquées par le développement des structures d'insertion par l'activité économique ;
- Enfin, les années 2010 marquent le retour de dynamiques plus transversales. Mais l'enjeu est de renforcer ces liens entre l'ensemble des acteurs de l'ESS. C'est la condition pour que ces acteurs, au-delà de constituer une somme d'initiatives, aient un réel effet d'entraînement sur la dynamique économique des quartiers.

Source : RTES/ANCT, ReperESS "Développer l'ESS dans les QPV" du RTES, Février 2020



Chiffres clés de l'ESS dans les QPV

UNE FORTE IMPLANTATION EN QPV

114 708
emplois de l'ESS en QPV



27%
de l'emploi
du **secteur privé**



17%
de l'**ensemble**
des emplois

Dont

68,8%
de femmes

88,6%
d'emplois en
associations

6,4%
en coopératives

3,1%
dans les mutuelles

1,9%
dans les fondations

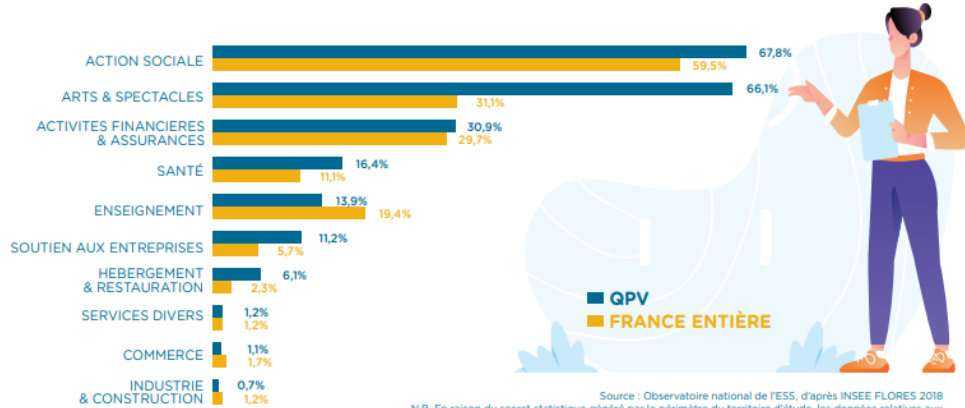
10 808
établissements
employeurs

Source : Observatoire national de l'ESS - ESS France, en partenariat avec l'ANCT (publication de juillet 2022)

Chiffres clés de l'ESS dans le QPV : répartition par secteurs d'activités

En QPV, une économie au service des besoins des territoires :

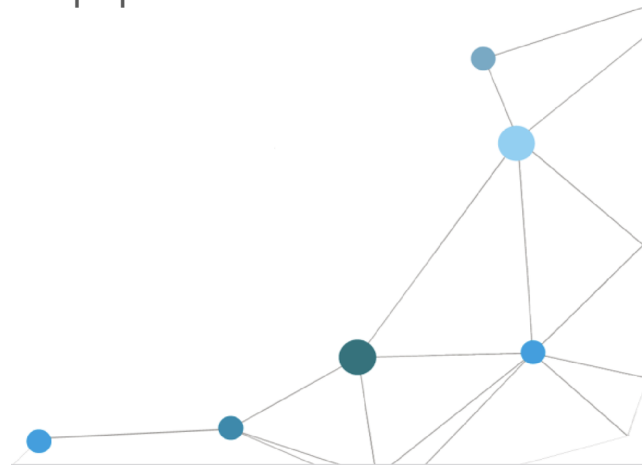
- action sociale :
 - représente **46,1%** des emplois de l'ESS en QPV
 - **67,1%** des emplois de ce secteur sont de l'ESS (contre 59,5% sur la France entière)
- arts et spectacle : **66,1%** des emplois de ce secteur sont de l'ESS (contre 31,1% sur la France entière)



Source : Observatoire national de l'ESS, d'après INSEE FLORES 2018
N.B. En raison du secret statistique généré par le périmètre du territoire d'étude, les données relatives aux activités de sports et de loisirs, d'agriculture et des activités dites « non classées » ne sont pas disponibles ici.
Champ : Ensemble des emplois en fin d'année

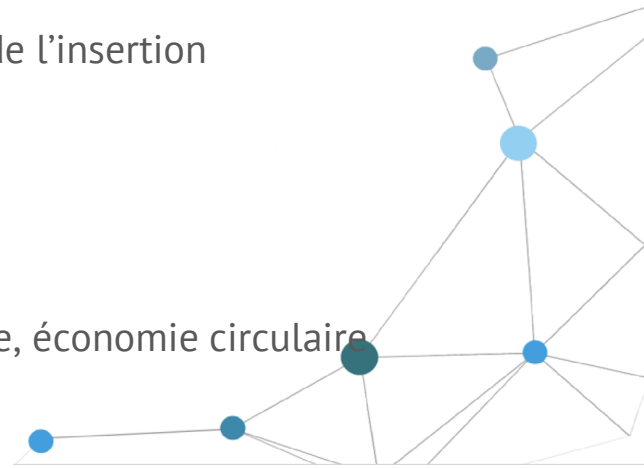
Apporter des réponses concrètes aux besoins essentiels des territoires et de ses habitant.es

- **Alimentation** : épicerie solidaire, agriculture urbaine...
- **Logement** : colocation solidaire, habitat partagé...
- **Accès aux sports, loisirs et à la culture** : associations d'éducation populaire...
- **Mobilité** : auto-école associative, garages solidaires...
- **Accès au numérique** : fabriques numériques...



Favoriser la création d'activités et d'emplois

- **Permettre le passage de l'économie informelle à l'ESS** : coiffure, couture, mécanique de rue...
- **Créer son activité dans un mode collectif** : Coopérative d'Activités et d'Emplois, Coopératives Jeunesse de Services, Coopératives éphémères, SCIC, espace de coworking...
- **L'insertion par l'activité économique (IAE)**, un acteur historique de l'insertion socioprofessionnelle dans les quartiers prioritaires
- **Se former aux métiers de demain** : numérique, ...
- **Favoriser l'émergence de nouvelles filières** : alimentation durable, économie circulaire
...



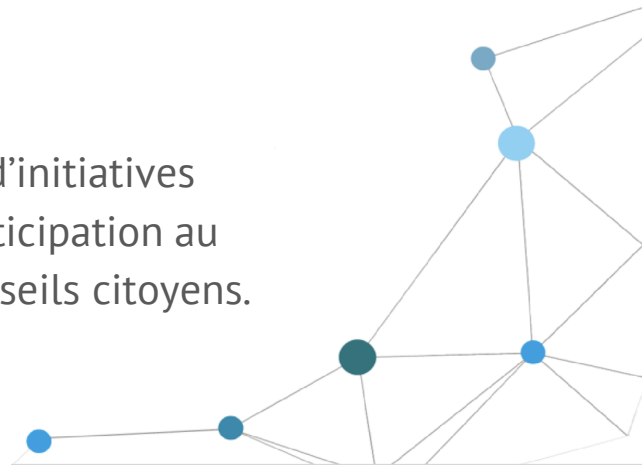
Encourager et s'appuyer sur la participation des citoyen.nes

Exemples de projets citoyens autour :

- de la transition énergétique.
- des circuits courts alimentaires.
- de la culture, art et valorisation du patrimoine.


L'importance d'une dimension souvent occultée : **le bénévolat.**

→ l'implication recherchée des habitants dans la mise en oeuvre d'initiatives ESS peut les conduire à aller plus loin dans des démarches de participation au sein du quartier : instances locales, réunions citoyennes, voire conseils citoyens.





**La diversité des
modèles socio-économiques
dans l'ESS**

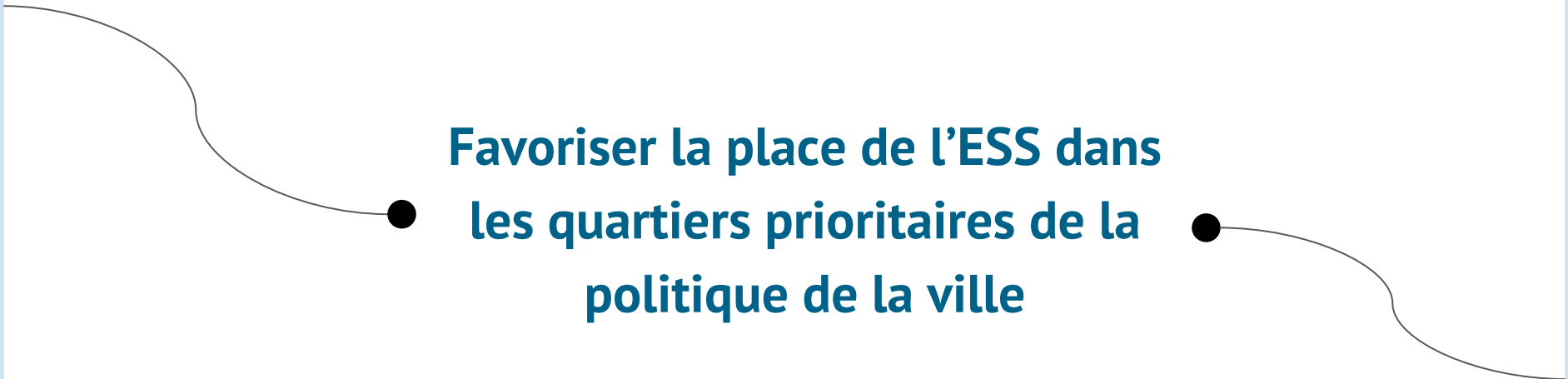
- 
- Les projets tournés vers le **soutien aux actions collectives et le développement de l'action citoyenne.**
 - Les projets d'intérêt général **directement connectés aux enjeux des politiques publiques.**
 - Les projets s'appuyant sur **la vente de produits et services pour conduire leur mission sociale au sein des quartiers.**

Diversité des modèles socio-économiques

	Projets tournés vers le soutien aux actions collectives / développement citoyen dans les QPV	Projets d'intérêt général liés aux enjeux des politiques publiques dans les QPV	Projets s'appuyant sur la vente de produits/services pour conduire leur mission sociale dans les QPV
Caractéristiques	Projet principalement fondé sur l'implication de ses membres, condition essentielle à son existence et son animation	Projet qui apporte une réponse spécifique aux enjeux de politiques publiques compte tenu de son expertise / connaissance du territoire	Projet dont l'activité économique est une condition essentielle à la mise en oeuvre du projet social
Modèle économique	Basé sur la mobilisation citoyenne. Besoin financier structurel modéré. N'a pas forcément vocation à créer de l'emploi direct, même si le financement de fonctions support et de coordination est indispensable	Basé sur des ressources externes (publiques et privées) et dans une moindre mesure sur l'activité économique du projet	Basé sur la vente de produits/services aux collectivités (commande publique) ou aux entreprises. Des projets s'inscrivant souvent dans le champ de l'IAE
Environnement	Très fort ancrage local mais projet facilement répliquable si ressource dédiée à l'animation	Instabilité du modèle en raison d'une relative dépendance aux arbitrages des pouvoirs publics	Relative autonomie financière Environnement fortement concurrentiel
Partenaires clés	Habitants, bailleurs, collectivités	Collectivités, Etat (IAE), acteurs associatifs du territoire	Etat, entreprises, bailleurs, collectivités
Exemples d'initiatives	Accorderies, KAPS	EMCP, Solidarauto, PôleS, BicycIAide, CJS, APRES	Conciergerie solidaire, RQ de Laxou, La Ferme des Possibles, Rues du Développement Durable

Source : RTES/ANCT, ReperESS "Développer l'ESS dans les QPV" du RTES, Février 2020

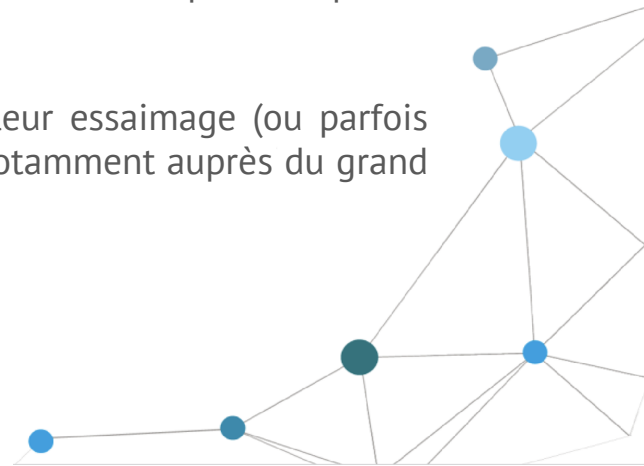




**Favoriser la place de l'ESS dans
les quartiers prioritaires de la
politique de la ville**


Des leviers pour renforcer la place de l'ESS dans les QPV

- Favoriser et soutenir la **création de lieux partagés, de lieux d'accueil et d'espaces ressource** à destination des habitants, des porteurs de projet et plus largement des acteurs du territoire
- Aider à l'émergence de **dynamiques collectives (voire coanimer)** et aider au développement de **filières économiques solidaires** inscrites en partie dans le quartier (par exemple Pôles Territoriaux de Coopération Economique, ou Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif)
→ adapter les modalités de financement (appels à projets...) pour inciter à la coopération plutôt qu'à la mise en concurrence, et permettre soutien dans la durée (CPO)
- **Repérer** les initiatives, **accompagner** celles qui le souhaitent dans leur essaimage (ou parfois pour passer de l'économie informelle à l'ESS) et **les faire connaître** notamment auprès du grand public.



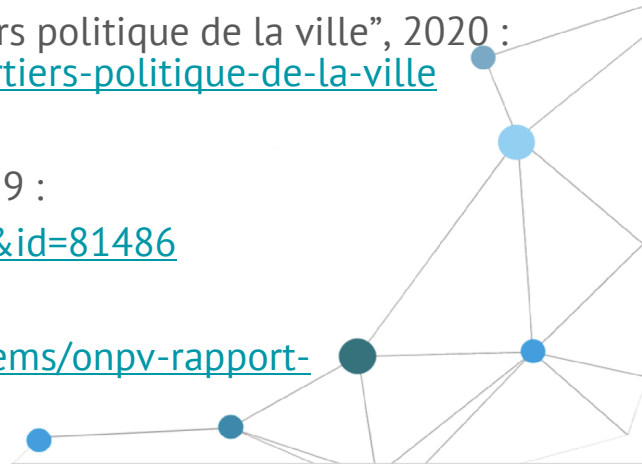
Et aussi...

- Favoriser et/ou renforcer **l'acculturation réciproque** entre la politique de la ville, l'ESS et le développement économique par des formations croisées entre acteurs.
- Inscrire dans les contrats de ville : **l'ESS** (mobiliser les acteurs de l'ESS dans les instances de concertation et s'appuyer sur eux pour relayer les AAP), la question du **foncier** et l'enjeu de **l'économie informelle**.
- S'appuyer **sur les envies, les compétences et savoir-faire des habitants** (y compris exercés dans l'économie informelle) et sur les conseils citoyens
- S'appuyer sur les **bailleurs sociaux** pour l'implantation et la consolidation des projets.

- 
- Permettre **un accompagnement et des modalités de financements adaptés** à la spécificité des modèles économiques des initiatives ESS
 - Développer une **commande publique responsable** et outiller les acteurs de l'ESS pour y répondre
 - **Faire confiance** en inscrivant les relations dans un temps long, en s'engageant dans des démarches de co-construction de projets de territoire et en favorisant la co-construction de démarche d'évaluation partagée de l'utilité sociale/impact social.

Des ressources pour aller plus loin

- ESS France/ANCT, 2022 : <https://www.ess-france.org/etat-des-lieux-de-l-ess-dans-les-quartiers-de-la-politique-de-la-ville>
- ANCT, L'économie sociale et solidaire, une chance pour les territoires fragiles, 2021 : <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/leconomie-sociale-et-solidaire-ess-une-chance-pour-les-territoires-fragiles-447>
- RTES, Point de RepèreESS “Développer l'ESS dans les quartiers politique de la ville”, 2020 : <https://www.rtes.fr/reperess-developper-l-ess-dans-les-quartiers-politique-de-la-ville>
- RNCRPV, Pour un développement économique des QPV, 2019 : http://cosoter-ressources.info/index.php?lvl=notice_display&id=81486
- ONPV, Rapport 2020 : http://www.onpv.fr/uploads/media_items/onpv-rapport-2020.original.pdf



Merci pour votre attention

Contact :

Anne-Laure Federici, Déléguée générale du RTES

alfederici@rtes.fr

